

Unef INFORM

PLUS RIEN NE SERA JAMAIS COMME AVANT

Au service de nos droits et de nos besoins, pour changer l'université, le syndicat doit informer, permettre aux luttes de se développer pour concrétiser les propositions des états-généraux. C'est le débat à l'UNEF.



SOMMAIRE

- page 2 : Interview de Ronan Kerrest
Souscription Unef Inform
- page 3 Exigeons un autre budget !
Brèves
- pages 4 : Le déroulement du Congrès, le point financier
- page 5-6 : Contributions
- page 7-8 : Revue de presse.

Au sommaire du numéro 59
— compte-rendu du congrès
* les travaux des commissions
* les débats, les motions.
— l'actualité, les luttes étudiantes.

Edito

C'est pour très bientôt !
Dans quelques jours s'ouvrira le 72^e congrès de l'UNEF.

Un après le mouvement de l'automne 86, les états généraux, ce congrès ne peut vraiment en rien ressembler à tous les précédents.

Novembre 85 est unique, unique car chacun a derrière lui une expérience irremplaçable.

Les étudiants et le gouvernement sont engagés dans une course poursuite. Valade et Monory comptent sur la résignation. L'UNEF compte sur le rassemblement et l'action. Pour l'instant on nous donne raison. Nancy, Toulouse, Poitiers, Aix, Clermont-Ferrand, pas une ville universitaire n'échappe à cette volonté de changer qui s'exprime chez les étudiants. Au total c'est par dizaines de milliers que les étudiants se rassemblent pour gagner.

A Saint-Etienne, pendant quatre jours, les délégués de toutes les facs de France feront le point pour aller plus loin. Le 72^e congrès est un formidable tremplin pour le développement des luttes, pour que ça change à l'université.

Il reste quelques jours, donnons le coup d'accélérateur. !

Pierre Villard
Secrétaire général de l'UNEF

UNEF INFORM'

Mensuel intérieur de l'UNEF

N° 58 NOVEMBRE 1987

c.p. 1142 D 73

Directeur de la publication :
Xavier Aknine

Rédacteur en chef :
Frédéric Geissmann

Impression : Primavera

INTERVIEW

de Ronan Kerrest



Unef-Inform a rencontré Ronan Kerrest, Président de l'association de sciences de l'UGESE-UNEF. L'un responsables de l'UGESE il est donc de ceux qui se préparent à accueillir les délégués de toutes les A.G.E. de France au 72^e Congrès de l'UNEF.

Importante pour tous les étudiants de France-car l'UNEF n'a pas pour vocation de défendre ses seuls syndiqués ! - notre activité doit être publique, c'était donc la moindre des choses que les lecteurs d'Unef-Inform et leurs amis ou camarades de cours aient quelques réponses aux questions qu'ils se posent sans doute.
... C'est loin St-Etienne ?...

Unef-Inform : le 72^e Congrès va se tenir à Saint-Etienne du 19 au 22 novembre, parle nous un peu de Saint-Etienne, de sa fac, du syndicat ;

Ronan Kerrest : St-Etienne est historiquement une ville où ça bouge, cet état d'esprit rejaillit sur la fac en particulier on peut retracer le mouvement à St-Etienne, en gros par des chiffres : à St-Etienne 9 000 étudiants, en mai 1986 1 500 manifestants (manif de l'UNEF, début novembre grève et manif des étudiants de sciences (400 manifestants), manif du 17 novembre 1 000 manifestants, le 4 décembre 20 000 le 10 décembre 15 000, lors des assises locales préparatoires aux états généraux (tenues grâce à l'UNEF) 700 étudiants ont participé à la réflexion. Tous ces chiffres montrent qu'à St-Etienne la vie militante est très forte. Mais cela peut s'expliquer par le fait que l'existence même de la fac de St-Etienne est menacée par les attaques qu'elle subit ; sur cette base l'UNEF peu encore progresser dans notre fac et le congrès est une bonne occasion pour le faire.

Unef-Inform : Comment se passe la préparation du Congrès, dans la ville qui va l'accueillir ? C'est la fièvre ?

Ronan Kerrest : La préparation technique du Congrès avance bien et c'est vrai qu'une certaine effervescence règne au sein de l'UGESE-UNEF. L'organisation de ce Congrès a été vue en grand parce qu'accueillir un congrès de l'importance de celui de l'UNEF ce n'est pas rien ! Pour l'animation du congrès il est prévu un grand spectacle, un feu d'artifice ainsi qu'une exposition sur la vie de toutes les AGE présentes qui a pour but de faire partager toutes nos expériences de luttes ; il appartient à chaque adhérent de faire en sorte que cette exposition soit un reflet réel de l'activité de l'UNEF.

D'autre part il faut bien reconnaître que l'organisation d'un tel congrès demande de nombreuses démarches et que nous nous sommes affrontés à des problèmes (notamment face à la mairie).

Unef-Inform : Personnellement qu'attends-tu du congrès ?

Ronan Kerrest : Ce que j'attends du congrès est énorme et très divers ; d'une part j'attends une réflexion profonde sur l'Université qui doit nous permettre d'aller plus loin et en particulier d'en tirer des perspectives de luttes, grâce au rassemblement des étudiants autour d'objectifs clairs débattus en commun. Je pense aussi que le congrès est un moment privilégié de l'expression de tous les syndiqués, un grand moment de démocratie ; d'autre part j'en attends un développement important de l'AGE de St-Etienne, grâce à la présence des délégués au congrès sur la fac.

SOUSCRIPTION POUR UNEF INFORM'

Unef-Inform' doit vivre, donne toi les moyens de ton journal.

- Diffuse des abonnements de soutien auprès des enseignants.
- Souscris, en renvoyant le bon ci-joint.

La liste des premiers souscripteurs paraîtra dans le numéro 59.

Propose à l'un de tes professeurs de s'abonner

Mme/M.
Enseignant à l'Université de :
Adresse (très lisiblement)

souscrit un abonnement de soutien à Unef-Inform'
100 F 150 F F

à renvoyer à Unef-Inform', 52, rue Pailleron 75019
Paris. Chèque à l'ordre de l'UNEF.

Souscrivez !

Nom

Prénom

Université

Je soutiens Unef-Inform', je contribue au succès et à la perrenité de la nouvelle formule.

Je verse : 50 F 100 F

à renvoyer à Unef-Inform', 52, rue Pailleron 75019
Paris. Chèques à renvoyer à l'ordre de l'UNEF.

EXIGEONS UN AUTRE BUDGET !

PLUS RIEN NE SERA JAMAIS COMME AVANT

Après novembre-décembre et les états-généraux, les étudiants ne se résignent plus aux pires conditions, la réponse naturelle aux attaques, c'est l'assemblée générale, puis la grève si cela est nécessaire.

Informez toutes les universités, tous les étudiants des luttes qui se mènent aujourd'hui, permettre à la réflexion de murir des attaques locales aux enjeux nationaux, en particulier le réengagement de l'Etat, le budget, aider à une coordination de l'action des facs entre elles sur des objectifs clairs, c'est un rôle naturel de l'UNEF.

Le 30 octobre, l'Assemblée nationale a voté, en première lecture le budget 1988 de l'Education nationale.

La stagnation de l'enveloppe consacrée à l'Enseignement supérieur se traduit dans nos facs par :

- 217 suppressions de postes ATOS
- la baisse de 24 millions des crédits des œuvres universitaires
- seulement 417 créations de postes d'enseignants contre 570 en 1986 et 1 000 en 1985.

Compte tenu des manques de locaux, de profs, de matériel... nos conditions de vie et d'études vont encore se dégrader (TD surchargés, droits d'inscription supplémentaires...) et la sélection sociale s'amplifier (hausse des loyers en Cité-U, du ticket de RU...)

Déjà fin octobre dans de nombreuses facs, les étudiants passent à l'action : pétitions, assemblées générales, rassemblements, grèves...

De partout, une exigence : le refus d'étudier dans des conditions déplorables.

Les états-généraux de l'enseignement supérieur en mars dernier, ont exprimé la volonté de changer l'université. Ils ont fait apparaître la nécessité d'un réengagement financier massif de l'Etat.

LE BUDGET 88 NE VA PAS DANS CE SENS

26 novembre : deuxième lecture du budget à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement nous avait promis la concertation après le retrait du projet Devaquet.

Il en a été tout autrement pour le budget 1988 !

Or, toutes les difficultés que nous connaissons en cette rentrée sont liées au désengagement de l'Etat.

Comme les étudiants de Nice, Saint-Etienne, Nancy, Aix, Censier, Paris I..., agissons pour exiger les moyens nécessaires à une bonne formation pour tous.

Dans toute la France, exigeons ensemble un autre budget pour 1988.

Nous ne sommes pas prêts à accepter aujourd'hui ce que nous avons rejeté hier.

Avec la journée nationale d'action du 5 novembre et notre activité, partout pour favoriser le réflexe de la lutte, l'UNEF : une arme pour notre unité, un atout pour le mouvement étudiant.

BREVES

NICE

Les assemblées générales se succèdent, le 26 octobre en fac de Sciences contre le transfert en juillet de la session de septembre, le 29 en fac de Droit contre les droits supplémentaires, AG suivies d'effet, à l'initiative de l'UNEF les étudiants niçois se mobilisent.

SAINT-ETIENNE

Grève des étudiants d'art-plastique depuis le 22 octobre. Il y avait 3 cm d'eau dans leurs salles de cours. Avec l'UGESE ils se battent pour obtenir de nouveaux locaux.

Les étudiants en anglais se sont mis en grève également le 22 contre l'exclusion de 70 étudiants inscrits, pour cause de manque de TD. De nombreux étudiants renforcent l'UGESE-UNEF.

Dans cette même université de Saint-Etienne, l'UGESE lance un appel aux nombreuses-victimes d'injustices pour que ceux-ci se fassent connaître, l'objectif est de ne plus rien laisser passer, en créant notamment un comité de défense des droits et libertés à l'université.

NANTERRE

Avant la rentrée, des TD de maths étaient supprimés en SSA, après avoir gagné les 234 places supprimées, l'AGEN-UNEF a engagé la lutte sur les moyens : 65 étudiants par TD ça ne se fait pas !

TOULOUSE

Les étudiants toulousains se battent pour avoir l'autorisation de pirater des logiciels pour la pédagogie. L'AGET-UNEF recentre le débat pour l'obtention de crédits-nécessaires pour l'achat en quantité et qualité suffisante de logiciels.

Le même problème de logiciels se rencontre à Montpellier.

Le Collectif national des 10 et 11 octobre 1987, a décidé des modalités de paiement de mandat des délégués au 72^e congrès national.

L'esprit dans lequel elles ont été élaborées correspond à la politique financière que le Bureau national met en place depuis la Conférence nationale d'Orsay. Ainsi, les mandats du 72^e congrès ne pénaliseront personne.

La limite réside dans les charges que constitue en soi, un congrès national. Le budget congrès demeurera donc un gros morceau de l'activité financière de tout le syndicat. Ensuite, nous voulons que ce 72^e congrès marque un réel départ du travail de toute l'Union nationale en matière financière. Par le passé, trop d'AGE en sont sorties essouffées financièrement. Cela a amené le B.N. à diviser la France en trois zones géographiques, relative à l'éloignement de l'AGE du lieu du congrès.

ZONE 1 : Nantes, Brest, Rennes, Caen, Rouen, Le Mans, Angers, Amiens, Lille, Valenciennes, Corte, Reims, Metz, Strasbourg, Mulhouse : 400 F.

ZONE 2 : Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Grenoble, Lyon : 500 F.

ZONE 3 : le reste de la France : 450 F.

En pleine continuité avec la politique de relance entamée depuis le dernier congrès, et précisée au mois d'avril — sortie de matériels de propagande, de collectes ; objectifs financiers concertés et adaptés aux situations des AGE —, le prix modéré des mandats ne va pas aller sans quelques mesures à prendre de la part des AGE.

Tout d'abord, l'ampleur de la collecte. Tous les délégués doivent avoir leur mandat payé à l'entrée du congrès. La collecte revêt plusieurs aspects :

— la participation personnelle. Le délégué est pendant 4 jours pris en charge au niveau du repas et de l'hébergement. Une participation de l'ordre du tiers du paiement du mandat semble acceptable.

— La collecte individuelle du délégué. Elle peut se faire en trois directions différentes :

- les professeurs, les personnalités : ce sont généralement des sources importantes de financement.

- Les étudiants du T.D., de l'amphi, de la cité U., etc.

- La famille, les amis, etc.

— La participation de chaque syndiqué.

— La collecte de l'association ou des AGE. Elle doit s'articuler sur tous les thèmes de luttes qu'engage le syndicat dans la période.

— Sécurité sociale étudiante, pétitions sur la subvention nationale, campagne d'adhésion, etc.

— Les rentrées, les cotisations, les cités universitaires, etc.

Repartir sur de nouvelles bases du 72^e congrès tient à deux conditions initiales :

Le paiement complet de tous les frais occasionnés par le congrès et le paiement de tous les objectifs que les AGE doivent au Bureau national.

Je parlais plus haut d'une politique « de relance ». Cette politique est bien un choix qu'a fait le B.N. Ce choix est juste, mais il peut s'avérer dangereux pour l'Union nationale si d'aventure aucune progression n'était enregistrée.

Nous jouons gros avec ce congrès, en termes d'efficacité et de démocratie.

Marc Rossetti

Trésorier Administrateur

BREVES

Des milliers d'étudiants et enseignants sud-africains ont manifesté contre les mesures prises récemment par le régime de Pretoria contre toute activité politique dans les universités. Le décret gouvernemental prévoit notamment la suspension des subventions aux établissements tolérant les manifestations anti-apartheid sur les campus.

Cinq cent étudiants étrangers sont menacés d'être expulsés de

foyers Sonacotra de la région lyonnaise parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer après réduction de l'aide personnalisée au logement (APL), ont annoncé hier leurs défenseurs (29.10.87).

ROUEN

L'AGER-UNEF mène la lutte pour que l'acquis des DEUG rénove se concrétise : doubler les locaux, augmenter l'encadrement... l'existence d'une réelle formation demande des moyens. L'UID se discrédite en demandant

purement et simplement la suppression de ces DEUG puisque les moyens n'existent pas. A chacun sa conception de la lutte.

Les décrets, lois... utiles à l'action ou l'information des étudiants sont à demander au :

Service de documentation du ministère de l'Education nationale
Tél. 45 50 17 00 entre 10 h et 12 h ;
ou au Secteur Elus, 52, rue Paileron UNEF
Tél. 42 45 84 84

Contributions

au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

Jean-Claude Oliva
Association de communication
AGE de Villetaneuse

Pour une stratégie syndicale.

Depuis notre dernier congrès, un séisme a bouleversé l'université et le pays. Sous les coups, le projet Devaquet s'est effondré ; le rictus des gagnés s'est figé ; et la façade de l'université que l'on nous prépare s'est lézardée. Par les brèches ouvertes, on aperçoit les ravages de la loi du fric qui continuent, le gâchis des intelligences et la pénurie pour les uns, et tous les moyens pour « l'élite ».

L'événement incontournable, c'est que les aspirations et les préoccupations des étudiants ont fait éruption dans l'université et dans le pays. Avec une ampleur inouïe en France. Avec des caractéristiques nouvelles et durables. Plus rien ne sera jamais comme avant.

Ceux qui veulent nous le faire oublier, soit égarés à l'UNEF-ID en tactique politicienne pour « récupérer » des étudiants-électeurs dociles et rentrés chez eux, soit par aveuglement pour retourner à leur routine confortable, sont condamnés. L'expérience des états-généraux le prouve. Le mouvement étudiant est profondément vivant, il est irrécupérable. Il ne peut y avoir d'ambition plus haute pour un syndicat étudiant que de se mettre à son service, que de le renforcer, lui donner des arguments pour aller plus loin, l'aider à déjouer tous les pièges. (C'était d'ailleurs le sens de l'intervention de Marc Rossetti au nom de l'UNEF pendant les états-généraux). C'est un champ nouveau et immense qui s'ouvre à l'UNEF, pourvu qu'elle s'en saisisse.

Rien ne va plus à l'université. Les partisans de la sélection intensifient leur combat. L'aggravation de nos conditions de vie et d'études n'est plus supportable. Ils n'ont pas renoncé à nous faire passer sous le joug de la médiocrité. Qualification ou non, formation de haut niveau et de masse ou non, recherche développée ou non, les enjeux sont vitaux.

Les étudiants se posent des questions. « N'est-ce pas le projet Devaquet qui revient ? » ou « c'était bien la peine de faire tout ça pour en arriver là ». Désabusés, résignés ? Non, c'est un formidable potentiel explosif ! Au fond, ce qu'ils disent, c'est :

pourquoi n'arriverait-on pas à mettre en échec ce que nous avons déjà battu, il y a un an ? Oui, pourquoi ? Et certains commencent à répondre. Et leurs luttes portent loin. Leurs objectifs, non seulement combattre un projet, se défendre, mais repasser à l'offensive. Inverser le processus du déclin. C'est des étudiants qui massivement boycottent des droits d'inscription supplémentaires qui étaient appliqués depuis plusieurs années. C'en est d'autres, boursiers ? qui refusent de faire l'avance de leurs droits d'inscription. D'autres encore qui se battent contre un concours d'entrée en licence et exigent de nouvelles habilitations. Une nouvelle forme de conscience émerge.

Ils sont fous ceux qui reprochent au mouvement étudiant de ne pas avoir tout résolu. Pourquoi n'a-t-on pas gagné un collectif budgétaire pour l'Enseignement supérieur ? Tout simplement parce qu'on a lutté pour le retrait total du projet Devaquet et que l'on a gagné. Pour gagner un collectif budgétaire, des crédits supérieurs à ceux consacrés au surarmement, par exemple, il est nécessaire (et possible) d'avoir à nouveau un grand mouvement étudiant.

Parce que plus rien n'est comme avant, on ne peut plus faire comme avant. Quand tous, ou presque, sont touchés par des mesures et des projets injustes, et que tous, ou presque, ont déjà lutté (dans leur fac ou leur lycée), on ne peut s'adresser seulement à une minorité de convaincus. A chaque problème, parlons-en tous ensemble, alertons l'amphi, appelons à une Assemblée générale, mettons en place des structures de luttes, ouvertes à tous et représentatives, en nous battant pour y occuper la place qui nous revient. Réagissons toujours au niveau de ce que les étudiants sont prêts à faire. Décidons tous ensemble : à nous de ne rien laisser passer.

Quand des étudiants et des lycéens ont milité de façon active pour le retrait des projets Devaquet-Monory, quand ils ont pris des responsabilités, on ne peut faire comme s'ils n'étaient pas là. On s'adresse à eux, on organise l'action avec eux : on tient compte de leur avis et de leur expérience.

Quand des dizaines de milliers de jeunes ont eu la lucidité d'éplucher les projets Devaquet-Monory, d'en percer la logique, quand ils se sont déterminés, et se sont battus jusqu'au bout, on ne peut en rester à

l'époque antédiluvienne des questionnaires-sondages.

Au contraire, on est l'organisation qui à partir des intérêts bien compris des étudiants, en rejetant tout *a priori*, prend position.

Par exemple, pour une aide sociale directe aux plus défavorisés et contre toute allocation qui ne serait pas sur des critères sociaux. Car cela reviendrait à augmenter les inégalités. La justice sociale c'est ce qui est le plus efficace pour développer l'université (étymologie = *tous*) et l'épanouissement de chacun. Et quand on prend position, on argumente, on fait avancer nos idées (sans poser d'ultimatum ou d'exclusion), on appelle à l'action et on entraîne. Ainsi, nos propositions ne concurrencent pas celle du mouvement étudiant. Elles l'enrichissent, l'alimentent, l'aident à trouver la réponse la plus adaptée aux besoins et aux aspirations des étudiants.

Deux attitudes se nourrissent et sont à rejeter. Ceux qui disent « pas besoin de syndicat » et ceux qui pensent « pas besoin d'étudiants ». Bien sûr, ni les uns ni les autres ne l'expriment comme ça. S'organiser, ce ne peut être une fin en soi pour un syndicat. Tout régenter ce n'est pas notre rôle. Notre seul but c'est résoudre tous les problèmes concrets des étudiants ; du polycop de mathématiques à la subvention pour la Sécurité sociale étudiante. C'est pour cela que compte la force du syndicat. Notre base de rassemblement, c'est tous ceux qui sont touchés par cette politique et qui, c'est une chance, ont déjà lutté.

L'heure est à de nouveaux combats. Nous ne sommes plus seuls. Nous sommes davantage agguerris. Ayons l'ambition d'être les meilleurs, les plus utiles et efficaces pour de nouveaux succès du mouvement étudiant. Actions locales, régionales ou nationales, manifestations, grèves ou occupations, seule doit nous guider, au cas par cas, la combativité des étudiants. A condition qu'on leur pose la question : que faut-il faire pour gagner ? Que l'on s'appuie sur leur combativité et qu'on leur fasse mesurer l'ampleur du combat. L'heure est à toutes les audaces.

Examinons maintenant quel genre d'UNEF il nous faut.

Contributions au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

Plus de démocratie, plus d'ouverture. C'est la condition de l'efficacité. Les bonnes décisions se prennent dans les associations. Les meilleures se prennent avec tous les étudiants. Comment faire pour que participent à la vie du syndicat tous ceux qui veulent la même chose que nous, qui sont prêts à agir mais pas à adhérer à l'UNEF ? Comment utiliser cette force, cette richesse ? Déjà, il faut que l'essentiel de la vie du syndicat se passe dans les associations : la discussion, la réflexion et l'action. Mais comment aller plus loin ?...

Rendons aux directions leurs rôles. Assez des bureaux d'AGE qui font tout et qui décident de tout. Place aux responsables qui coordonnent, impulsent, animent la vie de l'UNEF. Cela veut dire d'autres critères de choix de nos dirigeants. Les responsabilités doivent revenir à celles et à ceux qui maîtrisent le mieux l'orientation de l'UNEF, c'est-à-dire qui la mettent en œuvre.

Quels meilleurs responsables que ceux qui ont pris la plus grande part au mouvement étudiant, aux états-général et à la lutte des étudiants en médecine ? C'est ceux que l'on a vus au plus bas des amphithéâtres qui doivent diriger l'UNEF. Et ceux qui ont fait une expérience comparable au service du mouvement lycéen.

Un seul critère, celui de la pratique syndicale, du travail sur le terrain, au plus près des étudiants. C'est là que peuvent se former nos meilleurs militants. C'est là aussi que l'on a le plus besoin d'eux. Une seule méthode d'action, l'appel permanent au plus grand nombre d'étudiants, la mise à l'épreuve de nos propositions par les étudiants, le plus efficace pour réussir.



Béatrice Gallicier
AGE Marseille
association 3^e cycle

Les étudiants en 3^e cycle

Les étudiants de 3^e cycle subissent la dégradation de leurs conditions d'étude comme l'ensemble des étudiants : hausse des droits d'inscription, du ticket de restauration, des loyers en cité, mauvaises conditions d'accueil, manque de moyens, etc. Ils rencontrent aussi des problèmes spécifiques liés à la situation de la recherche en France.

On assiste aujourd'hui à une baisse du nombre de thèses préparées. Des laboratoires voient leurs crédits diminuer. Simultanément les moyens de recherche militaires sont en hausse. Face aux interrogations des scientifiques, le gouvernement invite à se tourner vers l'Europe : 1992 sera l'année du renouveau. Les industriels exigent de leur côté, du réalisme et de la rigueur dans la gestion.

Des sujets de recherche, ça ne manque pas aujourd'hui : l'explosion des technologies, le développement des moyens d'information multiplient les moyens d'échanges scientifiques, des problèmes nouveaux se posent en médecine, en physique, en biochimie, etc. C'est l'argent qui manque, pour financer, embaucher, réaliser des études, des expériences, créer de nouveaux champs de recherche. Aujourd'hui, l'arrêt de la recherche dans un secteur, c'est la certitude d'un recul qui se répercute dans le pays entier. Ainsi, la « mise en sommeil » de la recherche sur les réacteurs à neutrons rapides est justifiée par son coût trop élevé au nom du réalisme économique. Les 474 millions de francs investis en 8 ans par le militaire ne pèsent pourtant pas autant sur l'estomac de M. Balladur. Que se passera-t-il dans 5 ou 10 ans, si on veut reprendre la filière des superphénix, quand les autres pays ont mis au point un projet peut-être plus au point que notre propre « Belle-au-bois-dormant ».

La vérité c'est que toute activité de recherche, suppose un haut niveau technologique. Comment concevoir un matériel de pointe dans un pays qui perd toutes ses mines, sa sidérurgie, son secteur télécom-

munications, radiologique, etc. ? La perspective européenne de 1992 ne résoud pas le problème, car il n'y a plus de liberté pour la France, si pour développer tel ou tel secteur, il faut faire appel aux autres pays pour tel équipement, telle étude, etc. Il ne s'agit plus de coopération scientifique entre les pays, mais d'une foire d'empoigne où prévaudront des intérêts mesquins, alors que des millions d'êtres humains continueraient de survivre dans la misère, en direct par satellite.

Lors des états généraux, les étudiants, en élaborant des propositions pour un système éducatif moderne et de qualité, ouvert à tous, se sentent éparqués des grands enjeux contemporains : recherche, paix, développement. Les étudiants de 3^e cycle sont directement concernés, et l'action de l'UNEF en troisième cycle pourrait tourner autour de deux thèmes :

— conditions d'étude et démocratie à la fac :

- des postes et du matériel pour bien étudier,

- une vraie formation pour et par la recherche, et non dans certains cas des étudiants obligés de faire des travaux qui n'ont rien à voir avec la recherche ;

- une revalorisation et une augmentation du nombre des allocations d'étude pour les thésards et de bourses pour les DEA, DESS, etc. ;

- plus d'élus pour le 3^e cycle dans les conseils, et les moyens pour eux de faire leur travail ;

- sans oublier le problème de la SSE pour les plus de 26 ans.

Les difficultés des étudiants salariés, la lutte contre la hausse des droits d'inscription, les loyers, etc.

— Recherche, paix, développement :

- les luttes qui se développent parmi les chercheurs (IRCMA, BRGM, IGN,...) contre la baisse des crédits et la restructuration au nom de la rentabilité concernant le 3^e cycle. Pour agir efficacement, il faut multiplier les rencontres avec les chercheurs, ICT, et leurs organisations syndicales, pour décider d'initiatives communes : débats, pétitions, délégations, etc. ;

- la recherche pour la paix (contre les orientations militaires actuelles) et pour le développement du pays et des PVD par une coopération scientifique digne de ce nom.

Regards, 21-27.10.87.

l'humanité Rhône-Alpes, 14.10.87.

Le 72^e Congrès de l'UNEF se tiendra en novembre à Saint-Etienne

UNE RENTRÉE A LA DEVAQUET

La sélection, revenue par la porte de service, est au rendez-vous des facultés stéphanoises

LES responsables de l'UNEF à Saint-Etienne ont dressé hier le bilan de la rentrée universitaire, présentée partout ailleurs de manière positive. L'analyse de l'UNEF tranche radicalement avec ces appréciations optimistes, exprimées notamment par la municipalité stéphanoise. En fait, la sélection par l'argent qui une majorité écrasante d'étudiants ont repoussée en décembre dernier, est de nouveau présente à cette rentrée.

Pour la première fois, les boursiers (ils sont 30 % à Saint-Etienne contre 10 % en moyenne au plan national) vont devoir faire l'avance de leurs frais d'inscription (450 francs). Quand et comment seront-ils remboursés ? Mystère. L'inspection académique a seulement indiqué qu'il y aurait des retards. Ajoutons 300 francs de caution à la bibliothèque, l'augmentation du ticket restaurant, des photocopies et des loyers, avec six cents chambres pour plus de dix mille étudiants. Dans les amphithéâtres, il faut aussi s'asseoir par terre, faute de place. Où est dans ces conditions l'égalité des chances dans la réussite des études ? Tout dépend de l'aide que peuvent apporter ou non les parents. Ainsi, les inégalités se perpétuent de père en fils. A Saint-Etienne où une proportion importante d'ouvriers ont toujours pu fréquenter l'université, le phénomène prend de l'ampleur. Cela, au moment même où le département a le plus besoin d'hommes et de femmes formés et qualifiés pour faire face à la crise.

Combien sont-ils de jeunes à avoir renoncé à l'université cette année encore par manque d'argent ? Pourtant, la Loire de demain, c'est « nouvelle Loire », c'est vrai.

Mais la rentrée universitaire est marquée par un élément nouveau : dans leur majorité, les étudiants ont participé au mouvement de l'hiver dernier, ils ont goûté à la lutte. Et cela change tout, car ils ne se sont pas battus pour rien. « La situation est explosive », affirme l'UNEF. L'UNEF, qui rappelle-t-on, dès le mois de mai 1986 avait rassemblé 1500 jeunes devant la préfecture de la Loire contre le projet de loi de la Loi de décentralisation. La part qui est à peine entrée dans le vaine mouvement étudiant, son influence à hauteur de 60 % au sein de

l'université, constitue donc le contexte dans lequel se déroulera le mois prochain le 72^e Congrès national de l'UNEF. Du 19 au 22 novembre, près de six cents délégués de toute la France sont attendus à Saint-Etienne pour ces travaux et pour fêter par la même occasion les quatre-vingts ans de l'UNEF. L'enjeu de ce 72^e congrès est, bien sûr, de prolonger l'action engagée l'hiver dernier. En phase avec les revendica-

tions des étudiants, l'UNEF veut, à partir des décisions et orientations qui seront prises, faire gagner une force d'avenir pour les étudiants et le pays. Les différents thèmes de ce congrès seront d'abord discutés dans les amphithéâtres avec tous les enjeux. Durant les travaux, des commissions « hors congrès » seront ouvertes à tous les étudiants.

Pour fêter le 80^e anniversaire, des manifestations culturelles sont au programme. Il s'agit aussi de montrer que la culture est une dimension à part entière de la formation des jeunes. Le 20 novembre, la Compagnie de Théâtre de Campagne se produira, salle Jeanne d'Arc, à Saint-Etienne. La clôture des travaux sera marquée par un feu d'artifice. L'ensemble des jeunes et la population sont évidemment invités à ces manifestations.

Françoise Dicit

l'Humanité, 20.20.87.

Rentrée universitaire pour un million d'étudiants

VADE RETRO DEVAQUET

Massivement rejetée en novembre-décembre 1986, la loi de la sélection, des fric-facs, des facs-poubelle est mise en œuvre par tous les bouts possibles. Mais déjà, l'action s'organise

LES étudiants de l'université Aix II manifestent aujourd'hui devant le recteur de leur académie. Ils réclament de payer un supplément de cinq cents francs qui s'ajoutent à leurs droits d'inscription, rallonge réclamée au titre d'une vague « contribution pédagogique » pour avoir accès aux salles informatiques, d'anglais et à la bibliothèque.

« Un vent noir souffle contre nous pour la troisième année consécutive », indique Philippe Couedo, qui anime l'activité des étudiants communistes à la fac. « Mais cette fois, ça va être un vent qui y a une grande ressource, une volonté de ne pas se laisser faire. »

L'action s'est organisée très vite. En assemblée générale et dans les amphithéâtres, le boycottage de la rentrée a été voté au sein même de l'UNEF. Si la manifestation est partie des universités, rapidement, tous les étudiants se sont retrouvés ensemble dans une lutte qui porte bien le signe de novembre-décembre 1986, et des états généraux de l'Université.

Que la riposte à cette tentative de racket se soit aussi forte révèle un sentiment largement partagé sur les campus en cette rentrée universitaire 1987. En Occurrence, celui d'avoir à affronter, en pratique, la mise en application, à dose plus ou moins forte, d'une loi Devaquet qui officiellement n'est pas. C'est particulièrement vrai quand il est question d'aggraver une sélection par l'argent, déjà insupportable, thème qui avait précédemment cristallisé l'explosion de l'automne 1986.

Aix II n'est pas un cas isolé. A Paris IV-Sorbonne, c'est une redevance supplémentaire de deux cents francs qui leur demande au mois de mai, et qui s'ajoute aux cent francs d'inscription déjà tout restés dans l'inscription aux examens. Avec se multiplient les exemples d'universités dont les prébendiers demandent de faire supporter aux étudiants un désengagement financier de l'Etat croissant depuis une bonne dizaine d'années. Une attitude sur laquelle tempête beaucoup Jacques Valade.

Du haut de son minaret perché sur la montagne Sainte-Genève, le roc-

queur d'Alain Devaquet a beau cultiver l'image de sénateur tranquille peu pressé de remettre sur la table une réforme universitaire ; ses décisions sont tout le contraire du statut-quo apparent. Ainsi, ses problèmes les plus urgents : manque de locaux, manque de personnel, manque d'argent pour le fonctionnement des facs, montant insuffisant des bourses : le gouvernement répond dans son budget 1988 par l'absence de construction nouvelle d'université, par la suppression de cent quatre-vingt postes administratifs et techniques, par une coupure de vingt-quatre millions de francs dans les crédits alloués aux « villes U », et par un accroissement dérisoire de 3 % du nombre des boursiers, au moment où la France découvre le triste pomposité du tiers d'étudiants endettés le plus élevé d'Europe.

Autre record, guère enviable, qui tient en deux chiffres : quatre cent soixante-quatre milliards consacrés à la fabrication ou à l'achat d'armes pour les cinq années qui viennent, et vingt-trois milliards de francs pour le budget 1988 des

universités. Les mêmes qui ont choisi les canons contre les amphithéâtres de l'UNEF, du RIM, du Parti socialiste et de La Pen - peuvent toujours après ça se garantir du besoin de doubler le nombre d'étudiants. Sans les moyens nécessaires, le slogan n'aime creux. En réalité, « atteindre un tel objectif, suppose augmenter chaque année d'un motif 10 % le budget de l'enseignement supérieur », estime Françoise Dicit, présidente de Paris-VIII.

La riposte organisée à Aix la démontre : pour obtenir de nouveaux succès, le mouvement étudiant ne repart pas de zéro. La génération Devaquet a fait l'expérience de la lutte, de la solidarité, de la victoire. L'autre jour à Paris-VIII, au moment de remettre un dossier d'inscription après deux heures d'attente, Nuriane, étudiante en histoire disait : « C'est dingue de voir une fac dans un état aussi lamentable. Il faudrait quand même qu'on bouge, qu'on fasse quelque chose. Ça ne peut pas continuer comme ça... »

Gilles Smet

Deux facs en grève à Saint-Etienne

LES CAHIERS DE DOLEANCES

Manque de professeurs, locaux inadaptés : après les étudiants de la fac d'arts plastiques, ceux d'anglais sont passés à l'action

Il y a quelques jours, l'UGES-UNEF dressait le sombre tableau de la rentrée à l'université de Saint-Etienne. La sélection, le projet Devequet sont bel et bien au rendez-vous, connaît-elle. Mais cela dans un contexte totalement différent des précédentes rentrées. Le vaste mouvement de l'hiver dernier est passé par là. Les étudiants ont pointé à la hâte. Ce qui change tout, et faisait dire au syndicat étudiant : « La situation est explosive. L'affirmation n'a pas été à se vérifier. Jeudi dernier, les étudiants de la fac d'arts plastiques se déclarèrent en grève. Le lendemain, c'était au tour de ceux d'anglais de passer à l'action.



Les facs en grève à Saint-Etienne, il s'agit d'une élection pour qu'il y ait une grève (photo H. H.)

Pour les premiers, ce sont des problèmes de locaux qui ont déclenché le mouvement. En fait, ils ne sont pas nouveaux. Les étudiants se sont déjà battus pour obtenir des lieux corrects et adaptés à leurs études. Mais de locaux provisoires en salle délabrées, les difficultés demeurent.

En fac d'anglais, l'action a démarré avec une pétition contre la sélection. En effet, il y a deux cercles inscrits en première année de DEUG, pour cent cinquante places. Ainsi, cinquante étudiants qui ont payé leurs droits d'inscription se voient refuser l'entrée des cours. C'est pourquoi, vendredi matin, les trois groupes d'anglais ont décidé la grève et défini précisément leurs revendications : cinq professeurs supplémentaires. Une assemblée générale sera fixée aujourd'hui, à midi, pour information et décider des suites à donner à l'action.

L'UNEF se mobilise sur ces problèmes concrets, plus ou moins, à toutes les fibres. D'ailleurs, ces revendications étaient déjà apparues lors des assemblées locales de mars dernier, auxquelles avaient participé sept cents étudiants. Des propositions avaient été avancées. A l'université, on ressort donc les fameux cahiers de doléances et on envisage un élargissement de l'action. Des décisions se prendront aujourd'hui. Autrement dit, le congrès national de l'UNEF, qui se déroulera le mois prochain à Saint-Etienne, se prépare dans l'action, en phase directe avec les problèmes des étudiants.

France Drol

PARIS-I : LA CRAVATE QUI TUE
Professeur en sciences politiques à Paris-I, M. Tullier a honte de voir ses étudiants qui ne portent pas de cravate le jour de leur examen. Il les a donc prévenus quiconque ne viendrait pas cravaté à l'examen sera sanctionné d'un zéro sans appel. Un étudiant, syndiqué à l'UNEF, a refusé de se soumettre au chantage. Révélé : le Pr Tullier a tenu sa parole, a sorti le jeune insolent et a lancé un rond sur la copie d'examen. La présidence de Paris-I refuse de demander au prof de revenir sur cette incroyable sanction, car elle considère qu'il est libre de « faire ce qu'il veut ».

l'Humanité, 28.10.87.

Une affaire qui secoue la Sorbonne

MARCHANDS CHASSES DE LA FAC

Depuis des années, une bien étrange association propose des travaux dirigés payants. Mais cette fois, à l'initiative de l'UNEF, mille étudiants boycottent le racket, et demandent les moyens nécessaires à leur formation

La Sorbonne, vendredi dernier. Mille étudiants sont réunis dans un amphithéâtre. Ils entendent à un cycle de formation de deux ans, pour tenter d'obtenir un diplôme de capacité en droit. Cette réunion d'information a lieu chaque année. Et, chaque année, un représentant d'une certaine Amicale des Capacitaires de l'université Paris-I explique aux étudiants que moyennant 90 francs de cotisation, et 50 francs de brochure, ils bénéficieront de travaux dirigés supplémentaires, et se donneront ainsi une meilleure chance de réussite à l'examen. Tout cela est présenté de façon tout à fait officielle, et jusqu'à présent tout cela était parfaitement admis. Mais, vendredi dernier, tout a basculé...
Ceux par qui le lièvre a été levé s'appellent Christophe Sandler et Charaf Laarj. Elus de la liste UNEF au conseil d'université, ils ont depuis trois semaines en combat qui est en train de provoquer une assemblée nécessaire à l'intérieur de la fac.

Une fois boucoulées ces fausses évidences, d'autres questions se sont posées : quelle est donc cette fameuse ACUP, où va tout cet argent, et à quel titre ?
Première surprise : l'amicale en question n'a aucun lien officiel avec l'université. Son président est un haut magistrat à la cour d'appel de Paris, l'un des vice-présidents est à la direction d'une entreprise de transports, et la trésorière est une « étudiante » qui a largement franchi le cap de la quarantaine...
Deuxième surprise : alors qu'elle se livre à une activité commerciale prônée financée par les étudiants, l'ACUP a pignon sur rue à l'intérieur de la Sorbonne. Elle dispose gratuitement des locaux, du personnel et des services administratifs de Paris-I. La duperie va jusqu'à l'utilisation d'un papier à en-tête et d'un tampon où figurent en tout petit le sigle ACUP, et en très gros la mention de l'université.

Mais cette fois, contrairement aux années précédentes, les étudiants n'ont pas marché dans la combine. Christophe et Charaf y sont sans doute pour beaucoup. Car plutôt que de chercher un règlement en courtoisie, sans faire de vagues, les deux élus UNEF ont joué la carte de la transparence. Vendredi dernier, ils portèrent l'affaire au grand jour, appelèrent les mille étudiants à boycotter les TD payants et à exiger de l'université les moyens nécessaires à une formation de qualité.
Résultat : l'appel a été suivi à 95 %, et le pauvre représentant de l'ACUP s'est retrouvé devant un amphithéâtre

Tribune Progrès, 14.10.87.

UNIVERSITÉ En novembre le Congrès national de l'U.N.E.F. à Saint-Etienne Le syndicat étudiant critique la rentrée universitaire

Si jusqu'à présent on enregistrerait une certaine satisfaction pour la rentrée universitaire, les responsables de l'U.N.E.F. (Union nationale des étudiants de France) emploient d'autres qualificatifs comme « catastrophe », « désastreuse » ils parlent même de « rentrée à la Devequet » démontrant ainsi que malgré le départ du ministre des universités les problèmes demeurent. A l'université de Saint-Etienne 30 % des étudiants sont boursiers mais selon Marc Petit, secrétaire de l'U.N.E.F., ils sont obligés de payer leur inscription sans savoir quand ils seront remboursés. En géographie le bourse de thèse a même été supprimée. Autres points critiqués par l'U.N.E.F., le prêt de livre payant à la bibliothèque universitaire, le coût du restaurant en augmentation de 20 %, le prix de la cantine universitaire pour 12 000 étudiants, et c'est une véritable sélection et dans ces conditions comment peut-on avoir 100 mé-

mes chances de réussite », et Marc Petit d'ajouter « Le gouvernement est en train de procéder par étapes pour faire accepter son plan, car il sait maintenant que les étudiants ont goûté à la lutte et qu'ils n'accepteront pas n'importe quel, mais nous devons être méfiants ». L'U.N.E.F. veut établir ce qu'elle appelle « un véritable rapport de force » et elle lance actuellement une campagne pour la syndicalisation des étudiants espérant ainsi grossir le nombre de ses 150 adhérents sur l'université stéphanoise. De plus du 10 au 22 novembre prochain Saint-Etienne sera la ville où se déroulera le 70^e congrès de l'U.N.E.F. 500 délégués environ seront attendus pour débiter de la politique à suivre au cours de cette année universitaire. Ce congrès sera aussi l'occasion pour ce syndicat étudiant de fêter son 50^e anniversaire.

D.G. ■

Am départ, un sentiment de révolte : pourquoi, en plus des 510 francs de droits d'inscription, faudrait-il payer une sorte d'impôt destiné à obtenir ce qui est dû directement de la mission de l'université ? Pourquoi faudrait-il admettre cette injustice, sous le seul prétexte que cette pratique existe depuis une bonne quarantaine d'années ?

France Drol